
"La partition de la Bosnie est inacceptable"

Entretien avec

Nikola Kovac

Professeur à l'Université de Sarajevo, ancien ministre de l'Education, des Sciences, de la Culture et des Sports de la République de Bosnie, Nikola Kovac est, depuis octobre 1993, ambassadeur de Bosnie à Paris.

— Comment peut-on représenter le gouvernement de Bosnie-Herzégovine quand on est soi-même Serbe?

Tout simplement, comme cela a toujours été le cas, parce que les Serbes ont toujours été une composante de la mosaïque bosniaque; ils ont ainsi toujours été représentés au gouvernement — cette pratique a été mise en place à l'époque de Tito — dans l'armée et dans les services publics. La participation des Serbes aux fonctions publiques est donc tout à fait naturelle et logique; toutes les nationalités sont représentées à part égale.

— Dans la situation actuelle les gens du SDA ne voient-ils pas d'un _il soupçonneux les cadres de l'Etat bosniaque qui ne sont pas de nationalité musulmane?

Absolument pas, parce que, comme nous autres les Serbes,

les Musulmans et les Croates font la distinction entre les Serbes et les agresseurs, les extrémistes du SDS, le parti de Karadzic. Nous considérons que c'est un mouvement séparatiste qui, à un moment, a voulu faire éclater le pays et séparer une partie du territoire national bosniaque pour le rattacher à la grande Serbie. Il y a donc une différence entre eux et les Serbes qui ont toujours été fidèles à l'idée d'une Bosnie unitaire.

— *Ceux-là ne considèrent-ils pas les Serbes qui continuent à travailler au sein de l'Etat bosniaque, comme des traîtres?*

Bien sûr que oui; ils nous appellent les mauvais Serbes, les mercenaires de Izetbegovic, les traîtres... Mais si être un bon Serbe veut dire participer au nettoyage ethnique, s'attaquer aux institutions légales et changer, par la force, les frontières d'un Etat souverain, je veux bien accepter ces qualificatifs. Je ne pourrai jamais trahir l'idée de l'unité et de l'égalité des populations de la Bosnie-Herzégovine, je ne peux pas imaginer un pays qui soit ethniquement purifié, non seulement par conviction politique, mais aussi pour des raisons qui tiennent à notre histoire et à notre culture. En Bosnie, il n'y a pas de territoire ethniquement homogène parce que les populations sont imbriquées les unes dans les autres depuis des siècles et parce qu'il y a d'innombrables liens familiaux, traditionnels, et linguistiques qui unissent les trois composantes bosniaques. Une Bosnie purifiée est, pour moi, un projet aberrant et absurde.

Aujourd'hui, peut-on encore envisager une quatrième voie: ni serbe, ni croate, ni musulmane, mais bosniaque?

Cette quatrième voie s'est faite entendre, très modestement, dès le début. Aux dernières élections libres et démocratiques, beaucoup d'électeurs se sont abstenus parce qu'ils ne voulaient voter ni pour les communistes ni pour les partis nationaux. Parmi eux, il y avait un bon nombre de partisans de partis de gauche: des anciens communistes, des sociaux-démocrates, des socialistes, des radicaux, des libéraux. Ils représentent cette quatrième voie, celle des citoyens, des patriotes, des démocrates. Dans les grandes villes comme à Sarajevo et à Tuzla, ce mouvement est assez fort et, fidèle au

pluralisme national et politique, refute le monopole des partis nationaux. Ceci est encore vrai maintenant, après tous ces combats et ces déchirements, parce que même ceux qui ont voté pour les partis nationaux se sont rendu compte que les promesses qu'on leur avait faites ont été trahies. Les Serbes ne se sont pas prononcés pour la guerre ni pour une politique de nettoyage ethnique; les Croates ne se sont pas prononcés pour une politique séparatiste; ils ont donc été trahis, et les gens de toutes les nationalités réalisent que la politique menée par les partis nationaux s'écarte nettement des programmes et des engagements pris pendant la campagne électorale. D'ailleurs dans certains secteurs comme à Tuzla, notamment, les partis nationaux n'ont pas obtenu la majorité. Tuzla est une exception certes, mais cela confirme et illustre ce phénomène. Même au sein des partis nationalistes, il y a déjà maintenant deux courants différents: un courant dur et un autre plus modéré et plus libéral. Au sein du parti croate, il y a le parti paysan et le conseil populaire croate; au sein du parti musulman, on trouve le congrès des intellectuels musulmans et un parti musulman libéral. Du côté des Serbes, il y a le conseil des citoyens serbes qui a été très bien reçu non seulement à Sarajevo, mais aussi à Tuzla et à Mostar.

— *Actuellement dans la nouvelle fédération croato-musulmane, les Serbes restés dans ce territoire sont très peu représentés et n'apparaissent pas en tant que nation constitutive; n'est-ce pas là un vrai problème?*

En effet, il y a un problème. Cela a été évoqué, cette année, au congrès du conseil des citoyens d'origine serbe qui a proposé une motion au parlement demandant que les Serbes soient reconnus comme un peuple constitutif de la fédération. En raison de la guerre, on ne peut pas avoir d'élections libres dans les régions contrôlées par Karadzic où il est peu vraisemblable que tous les Serbes soient de son avis, alors que le reste des Serbes est fidèle à l'idée d'une Bosnie plurinationale et multiculturelle. La fédération des Croates et des Musulmans en Bosnie reste donc ouverte aussi à l'ensemble de la population serbe qui reconnaît les frontières officielles de la Bosnie et ses institutions légales.

— *Dernièrement, après l'offensive bosniaque qui a mené aux contre-attaques serbes notamment sur Bihac, n'avez-vous pas l'impression d'avoir été piégé par les Etats-Unis? Je pense, en particulier, à la déclaration du secrétaire d'Etat américain disant que les Serbes avaient gagné.*

J'espère bien que la déclaration du secrétaire William Perry n'exprime pas la politique officielle américaine. J'ai lu aussi un article rédigé par un de ces stratèges des chancelleries qui n'ont aucune expérience du terrain et qui appliquent des schémas et des modèles qui ne sont pas viables. Il faut lire le texte du général Jean Cot (dans *Le Monde* du 14 décembre), où il énumère toutes les erreurs commises par la communauté internationale à l'égard de la Bosnie. Les Américains ont soutenu l'idée d'une Bosnie unifiée, mais il n'y a pas eu de continuité à la suite des tensions qui se sont développées entre l'Otan et l'Onu. En fait, les Américains n'ont pas d'intérêt stratégique en Bosnie; ils ne s'intéressent à mon pays que dans le cadre d'une stratégie globale qui prend en compte, notamment, leurs rapports avec la Russie. Ainsi ils voulaient davantage soutenir Boris Eltsine qu'exercer une véritable pression sur Milosevic.

— *Une levée de l'embargo sur les armes ne risquerait-elle pas de déclencher un embrasement général, encore plus meurtrier qu'il ne l'est aujourd'hui ?*

Le problème de l'embargo est posé à l'envers: on cherche à remédier à ses conséquences alors qu'on néglige ses causes. Le vote de l'embargo a été une erreur de la part des Occidentaux et du Conseil de sécurité parce qu'il pénalisait uniquement la population agressée et les Bosniaques absolument dépourvus d'armes. Ce n'était donc pas une position neutre: la communauté internationale s'appropriait ainsi le droit de se mêler de la politique intérieure d'un pays en lui liant les mains et en lui imposant une mesure qui la pénalisait. A partir de ce moment l'armée fédérale, très bien armée, a pu conquérir la totalité du pays. Depuis ce n'est plus une guerre classique entre militaires, mais bien une agression contre une population désarmée. Malgré ces conditions qui ont abouti à une occupation totale — je dis bien totale — l'armée bosniaque et les Bosniaques ont réussi à libérer 30 %, et peut-

être un peu plus, de leur territoire. L'armée bosniaque a été créée avec des gens qui sont motivés parce qu'ils défendent non seulement une certaine idée de la Bosnie mais aussi leur propre vie et leur pays.

— *Parlez-nous de ce qui se passe à Bihac; et comment se fait-il qu'il y ait des combats entre Musulmans?*

C'est une trahison classique de la part de Fikret Abdic. Il n'a jamais accepté l'idée d'être soumis à un chef ni d'être le numéro deux. A un certain moment, il a donc profité de la situation pour proclamer une autonomie de la Bosnie occidentale. Cette affaire tragique montre bien à quel point c'est une sale guerre; en raison d'abord des crimes qui sont commis mais aussi en raison de toutes sortes de manipulations, de détournements de biens, de trafics d'armes, de trafics de carburants au profit de seigneurs de la guerre. Même Milosevic a dénoncé les dirigeants de Palé qui se sont enrichis comme des profiteurs de guerre.

Aujourd'hui même, ce qui empêche la création de la fédération croato-bosniaque, ce sont les intérêts des chefs locaux qui rançonnent tous les convois et qui installent un peu partout des postes de douane et des points de contrôle...

— *Comment expliquez-vous le déficit démocratique qu'il y a actuellement dans l'ensemble de l'ex-Yougoslavie, à Zagreb, à Belgrade, en Bosnie?*

Dans les Balkans, et notamment dans l'espace culturel des Slaves du sud et des pays de l'ancienne Yougoslavie, il n'y a pas eu de révolution bourgeoise; il ne peut donc pas y avoir de classe qui possède le sens des responsabilités civiques. La démocratie a toujours été très fragile, très restreinte; il y a eu des périodes d'anarchie, de tyrannie et de dictature qui ont duré beaucoup plus longtemps que les périodes de démocratie. Par ailleurs, il faut souligner que l'Europe n'a pas soutenu les courants démocratiques qui existent en Serbie et en Croatie; elle a préféré soutenir les dictateurs, les anciens communistes et les anciens staliniens... Pourquoi? Je ne le sais pas. Comme j'ignore pourquoi, de l'extérieur, on a soutenu l'idée d'un éclatement de la Yougoslavie pour ressusciter les anciens

mauvais esprits du nationalisme qui ont remplacé l'idéologie communiste.

La démocratie est vraiment un oiseau rare dans les Balkans. Les institutions démocratiques n'y ont pratiquement jamais existé. Après la guerre, le parti communiste yougoslave était beaucoup plus libéral que dans les autres pays de l'Est, mais c'était tout de même un parti unique qui contrôlait l'ensemble des activités économiques, politiques, culturelles... La démocratie n'a donc pas eu de racines profondes à l'Est sauf peut-être dans quelques milieux restreints: des dissidents, des gens éclairés, des intellectuels révoltés... La majorité d'entre eux est aujourd'hui à l'étranger. A Belgrade, par exemple, il n'y a pas d'opposants; les chefs de l'opposition sont à l'étranger ou se taisent.

— *Comment expliquez-vous qu'il y ait autant de Serbes derrière Milosevic?*

Le phénomène est plus sociologique que politique: c'est la Serbie profonde, la Serbie paysanne qui a voté Milosevic. En tant que président du comité central du parti communiste, à l'époque, il avait éliminé tous les courants libéraux où qu'ils se trouvent, à l'université, au sein du parti ou ailleurs. Lorsqu'il a vu que le communisme faisait faillite, il a repris le vieux rêve épique de la grande nation serbe dont les racines remontent au Moyen Age à partir de la bataille de Kosovo-Polje. Il a procédé à l'exaltation et à la glorification d'un passé légendaire. Il a ainsi confondu un fantasme avec la réalité d'aujourd'hui et la légende avec l'histoire. Mais cet amalgame a réveillé des sentiments latents dans la population et dans la paysannerie, en particulier. Le nationalisme est ainsi venu comme une idée salvatrice, comme une panacée. De surcroît, la propagande menée par les leaders nationaux était fondée sur l'idée que les nations étaient menacées: les Serbes étaient menacés par les Musulmans, les Musulmans prétendaient qu'ils étaient menacés par les Serbes. Tout le monde menaçait tout le monde dans une situation paradoxale où chacun était, à la fois, sujet et objet de ces menaces, de cette peur, de cette panique collective. Chacun était à la fois acteur et victime. C'est ce qui a rassemblé les gens autour de leur religion et de leurs leaders nationaux. Par ailleurs, un homme comme Milosevic est un dictateur qui contrôle, par sa police,

l'ensemble des activités sociales; en Serbie, la police est beaucoup plus importante que l'armée.

— *Quelle est, aujourd'hui, la viabilité de la Bosnie?*

Je n'accepte pas l'idée d'un partage ethnique de la Bosnie que ce soit à 10%, à 20% ou à 50%; on ne peut pas réduire le destin d'un peuple à des questions de pourcentages. On peut arriver à un accord sur une régionalisation ou une cantonisation du pays suivant des critères économiques et géographiques, par exemple, mais pas sur une base ethnique.

Malgré la situation actuelle, je suis convaincu que, lorsque la paix sera rétablie, la vie reprendra le dessus. Les lois de l'économie de marché réintroduiront de multiples formes de circulations et d'échanges. Les relations économiques culturelles, linguistiques, familiales se rétabliront et le pays pourra survivre. Bien sûr, si on laisse la situation figée dans un partage où il y aurait différentes milices nationales, des polices locales et des administrations autonomes, le pays n'est pas viable. Aujourd'hui, alors qu'on essaie de restaurer un réseau ferroviaire, certains veulent faire deux sociétés nationales de chemin de fer, ce qui est impensable. D'autres — ou les mêmes — veulent créer deux villes de Sarajevo, en la divisant, ce qui est aussi inconcevable. C'est dans la nature des choses que la ville demeure unie.

— *A l'avenir, quelle peut être la place de la religion en Bosnie?*

J'ai appris récemment que de hauts fonctionnaires du parti communiste ont été enterrés avec un cérémonial religieux et donc avec la présence de l'Eglise; cela m'a beaucoup frappé. Dans les moments de grands bouleversements historiques et politiques, on assiste ainsi à une montée en puissance de sentiments religieux et de toutes sortes de courants mystiques et ésotériques. Actuellement, à Zagreb dans les vitrines des grandes librairies, vous pouvez voir d'un côté une littérature qui glorifie l'authenticité de l'Etat croate et de ses mouvements nationalistes y compris les plus violents, et de l'autre toute une littérature ésotérique qui alimente ce mouvement de mysticisme et ce recours à l'irrationnel.

En tant qu'intellectuel, militant de gauche et athée, ce qui me choque c'est qu'une fausse dévotion se soit substituée à

une véritable foi. Ce phénomène dégrade les nouveaux croyants car il n'a rien avoir avec la religion.

On a souvent parlé d'une pression effectuée par le système de Tito sur la religion et sur l'Eglise, mais il faut — sans glorifier le régime titiste — reconnaître, parce que c'est un fait, que pendant les cinquante dernières années, il y a eu plus de mosquées et d'églises construites que pendant les trois siècles précédents. Le sentiment religieux pour ceux qui avaient la foi n'a donc jamais été menacé. Mais l'actuelle résurgence ostentatoire de sentiments religieux m'apparaît comme une provocation. C'est cela que je n'approuve pas.

Sur un autre plan, il faut souligner que le rôle de l'Eglise, surtout de l'Eglise catholique, a été très positif dans le processus de réconciliation des partis et des citoyens. Elle a joué un rôle important en aidant à l'intégration. Les chefs de l'Eglise catholique sont restés à Sarajevo et ont toujours professé la fidélité à cette convivialité, notamment grâce aux pères franciscains et à l'archevêque de Sarajevo, Mgr Puljic, qui a été récemment élevé à la dignité de cardinal pour récompenser la mission pastorale de l'Eglise catholique en Bosnie.

Au fond, dans mon pays, les vrais croyants représentent une proportion de la population comparable à celle qu'on trouve ailleurs dans le monde. Je ne pense pas que la Bosnie puisse être une exception, il n'y a aucune raison.

— En France, on a été surpris de découvrir votre drapeau avec le symbole des fleurs de lys; est-ce qu'il y a une relation historique avec les armoiries françaises ou est-ce le hasard?

Ce n'est pas un hasard parce que c'est un symbole héraldique qui remonte au XV^{ème} siècle voire au XIII^{ème} voire au XIV^{ème} siècle; on le trouvait, parmi d'autres, à la Cour bosniaque; mais, de toutes façons, dans l'histoire et dans l'art héraldique on trouve le lys un peu partout en Europe; c'était un symbole universel. Mais nous, nous avons en Bosnie une variante particulière de cette plante qu'on ne trouve nulle part ailleurs.

— Vous êtes ambassadeur de Bosnie en France, à ce titre comment jugez-vous la politique française à l'égard de ce conflit?

Je ne la juge pas, je l'assume. J'ai d'abord constaté qu'il y avait un divorce très net et très accentué entre l'opinion publique et les hommes politiques. A mon avis, dès le début, la France, comme l'ensemble de la communauté internationale, a essayé d'appliquer à la Bosnie un modèle simpliste: comme il y a trois populations, trois religions, on parlait même de deux ou trois langues différentes, on a voulu appliquer la seule solution qui ne soit pas viable, celle de la partition ethnique. Tous les plans de paix ont ainsi été fondés sur ce principe du partage. Or c'était une stratégie erronée qui ne correspondait pas à la réalité.

Il y a eu aussi le poids de la vieille et traditionnelle amitié franco-serbe qui a pesé sur le conflit en Bosnie-Herzégovine. Je sais très bien que cette serbophilie renvoie à un lointain passé, mais j'ai été stupéfait de voir confondre les poilus d'Orient avec les milices de Karadzic ou les partisans de Tito avec l'armée de Mladic; il n'y a absolument rien de commun entre ces époques et entre ces deux armées. Les soldats de la Première guerre mondiale qui ont combattu l'Empire ottoman et l'Autriche-Hongrie n'ont rien à voir avec les séparatistes de Karadzic ou les nationalistes de Milosevic.

Et pourtant, on a mélangé non seulement ces périodes très différentes mais aussi les idéologies. Les partisans de Tito étaient des combattants anti-fascistes, alors que les milices de l'armée de Mladic veulent créer leur Etat en Bosnie en employant les mêmes méthodes et les mêmes moyens que ceux dont les Serbes ont été victimes pendant la Deuxième guerre mondiale: le nettoyage ethnique et les camps de déportation. Et cela a été soutenu aussi bien par certains dirigeants de la gauche que par les représentants de la majorité.

Aujourd'hui, bien sûr, après 200_000 morts on ne peut pas réfléchir de la même façon.

Au début, il aurait fallu porter un coup d'arrêt et intervenir pour empêcher les massacres. Pour le reste, les partis politiques locaux auraient pu trouver les moyens de s'arranger. Or, au lieu de réagir avec fermeté, l'Europe a laissé faire la barbarie, en Bosnie comme au Rwanda. Alors aujourd'hui on cherche des arrangements territoriaux et constitutionnels pour conserver la souveraineté et l'intégrité territoriales de la Bosnie tout en créant une espèce de

confédération des Serbes de Bosnie et de Serbie. C'est une démarche absurde car on ne peut pas, à la fois, conserver l'intégrité d'un pays et consentir à la scission d'une partie de son territoire national. De plus, on a voulu faire pression sur Milosevic et Karadzic pour qu'ils acceptent la moitié du territoire bosniaque alors que c'est leur objectif depuis le début; on veut les forcer à accepter ce dont ils rêvent depuis toujours!

C'est, de surcroît, une démarche hypocrite qui consiste à masquer la partition de la Bosnie par des arrangements territoriaux et constitutionnels. La partition ethnique, fondement de tous les plans de paix, est la seule idée que les Bosniaques n'ont jamais accepté et qu'ils continuent à contester. Elle est inacceptable parce qu'elle est absurde.

— *En revenant un peu en arrière, pourriez-vous nous dire ce que vous pensez de la manière dont s'est effectuée la reconnaissance de la Slovénie, de la Croatie puis de la Bosnie-Herzégovine par les Européens?*

Au sein de la communauté internationale, il y a eu des hésitations et des divergences qui ont abouti à un esprit de démission complète. Les Allemands ont brusqué un peu la reconnaissance de la Slovénie et de la Croatie, sans avoir, au préalable, assuré la protection de ces pays. La France a suivi cet exemple alors qu'elle voulait conserver l'unité de la Yougoslavie.

Mais les origines du conflit ne sont pas là car, aujourd'hui, il est clair que si les dirigeants de l'ex-Yougoslavie avaient voulu conserver l'unité de leur fédération, ils auraient pu le faire. Le fait est qu'ils ne le voulaient pas. Les Serbes ont voulu avoir une grande Serbie englobant des territoires bosniaques et croates. La Croatie a voulu constituer un Etat indépendant conforme au rêve historique de la politique croate. Les Slovènes aussi voulaient avoir un pays indépendant.

C'est pourquoi il ne faut pas établir un rapport de cause à effet entre la reconnaissance internationale des différentes parties de la Yougoslavie et le déclenchement de l'agression. Lorsque la communauté internationale a reconnu la Croatie et la Slovénie, la guerre était déjà commencée, Vukovar était détruite et Dubrovnik déjà bombardée¹

. Une guerre fondée sur la revendication de droits historiques sur des territoires habités par les Serbes et même par les autres... Les Serbes ont conquis des territoires où ils n'ont jamais été majoritaires.

Je n'approuve donc pas cette idée que la reconnaissance précoce des différentes républiques yougoslaves a provoqué la guerre. C'est plutôt un moyen par lequel on aurait pu aider les pays qui voulaient être indépendants.

— *Vous avez fait allusion à l'article du général Cot consacré à la situation en Bosnie. Le titre choisi résume tout à fait son analyse: "Un processus munichois". Qu'en pensez-vous?*

Toutes choses égales par ailleurs, je considère aussi que c'est le scénario de Munich qui se répète en Bosnie. Entre les deux guerres, nous avons eu la Société des Nations et Munich. Aujourd'hui, nous avons les Nations Unies et la Bosnie, sans oublier le Rwanda ou la Somalie. La communauté internationale n'arrive pas à s'imposer comme une autorité crédible et efficace. En 1938, les grands principes de droit international ont été violés et la guerre a eu lieu. Churchill disait: nous avons eu le déshonneur et la guerre. Actuellement, c'est le même scénario: on veut partager et déchirer la Bosnie en deux parties en la réduisant à un petit Etat croupion. La communauté internationale aussi bien que l'agresseur se trompent, la Bosnie ne peut pas être partagée; la Bosnie est une entité historique, culturelle, nationale beaucoup plus profonde qu'on ne le pense. C'est pourquoi le rappel de Munich est, à mon avis, tout à fait fondé.

— *Comme vous le dites, nous avons eu le déshonneur; mais pensez-vous aussi que la guerre risque de s'étendre à d'autres régions des Balkans?*

Oui, je le crains parce que je considère que le conflit en Bosnie-Herzégovine ne concerne pas seulement un petit pays, perdu dans les Balkans. Il s'agit plutôt de la manifestation d'un phénomène beaucoup plus large: la montée du nationalisme et de l'intégrisme un peu partout en Europe. Que ce soit le nationalisme militant de Jirinowski en Russie, l'intégrisme orthodoxe en Serbie ou en Grèce, le populisme en Italie ou en France, l'islamisme dans les pays arabes ou encore

la résurgence d'un esprit nazi en Allemagne. Il s'agit donc, cinquante ans après la victoire du fascisme, de la résurrection des mauvais esprits du passé. Dans l'ex-Yougoslavie, il y a eu un moment avec Tito où un certain esprit de tolérance a régné; mais après lui tout a basculé dans l'horreur et le communisme a donc, sur ce point aussi, échoué. Les gens n'ont pas compris, ou n'ont pas voulu comprendre qu'il y a plus de choses qui nous rassemblent que de choses qui nous séparent. Les Allemands et les Français ont su tirer la leçon de leur histoire mais pas nous dans les pays de l'ex-Yougoslavie.

Si aujourd'hui les clés de la serrure bosniaque se trouvent à Belgrade, je crains que le destin des Balkans ne se joue en Bosnie. Si on n'arrive pas à résoudre le problème bosniaque en dégageant une solution fondée sur une paix juste et honorable, le conflit risque de s'étendre à l'ensemble des Balkans.

Les tensions actuelles sont très préoccupantes avec, notamment, le problème du Kosovo, l'antagonisme entre les Grecs et les Albanais, les revendications de la Grèce à l'encontre de la Macédoine... Si on n'arrive pas aujourd'hui à fixer les frontières, à établir un ordre international et à conserver certaines valeurs, cela signifie que la raison du plus fort l'emporte en toutes circonstances. Alors, dans ce cas, ce serait le risque d'un engrenage infernal qui pourrait atteindre tous les pays balkaniques.

— Les Occidentaux commencent à envisager un retrait des casques bleus tandis que vous-même vous déclarez publiquement que les Bosniaques finiront par gagner la guerre; on a ainsi le sentiment de ne plus être très loin de l'engrenage infernal que vous évoquez...

Oui, absolument. La mission des casques bleus a été paradoxale dès le début, pour devenir ensuite tout à fait absurde. Ils ont fait des efforts remarquables sur le terrain, sur le plan humanitaire, mais ils n'ont jamais eu ni les moyens ni les compétences pour riposter et donc s'imposer. Ils étaient là pour entretenir une paix (peace keeping) qui n'existait pas; comme si on pouvait entretenir quelque chose qui n'existe pas... Ils étaient en mission de surveillance, de contrôle et d'interposition entre les deux fronts et ils se sont faits humilier à maintes reprises. Ils ont même subi des pertes

tragiques: une centaine de morts au cours des deux dernières années dont 22 soldats du contingent français. En bref, ils devaient assumer une mission impossible; ils n'ont même pas pu empêcher le meurtre du vice-Premier ministre du gouvernement bosniaque, qui a été tué dans un véhicule de l'Onu en présence d'officiers de la Forpronu après plusieurs heures de négociations avec la police locale serbe à un poste de contrôle; il a été tué comme un chien dans une voiture blindée en présence d'un colonel français.

Cela montre à quel point ils étaient dans une situation paradoxale; bien sûr, je n'accuse pas la Forpronu en tant que telle, elle ne fait que dépendre des Nations Unies; mais il a manqué une véritable volonté politique alors que pourtant toutes les fois que la Forpronu a lancé une menace, une simple menace à l'égard des Serbes ou qu'il y a eu une intervention aérienne, (même "homéopathique" comme dit le général Cot), les Serbes ont obtempéré, que ce soit à Gorazde ou à Sarajevo. Mais à part ces exceptions, il n'y a eu aucune menace sérieuse; toutes ces gesticulations diplomatiques et militaires au dessus de la Bosnie n'ont rien donné, sinon des résultats tragiques. Les Bosniaques, par contre, n'avaient pas le choix puisqu'ils devaient défendre leur existence. Ils se sont donc organisés comme des partisans, comme des résistants, et ce n'est pas par hasard s'ils se réclament de la résistance française ou des combattants de la guerre civile d'Espagne. Les Bosniaques sont, à la fois, piégés, attaqués et trahis; ils veulent la libération de leur pays, le retrait des troupes venues de Serbie et du Monténégro, la reconnaissance des frontières et le retour des réfugiés.

Aujourd'hui, nous sommes devant une situation tragique: la communauté internationale a décidé de reconnaître et donc de légaliser ce que les Serbes ont acquis par la force des armes. Elle va ainsi légitimer un fait accompli. Cela les Bosniaques ne l'accepteront jamais et ne cesseront de le contester. On ne peut pas empêcher un peuple de se battre pour sa liberté et pour sa survie; car c'est bien de vie ou de mort qu'il s'agit.

Entretien conduit par
Jean-Paul Chagnollaud
et Christophe Chiclet

